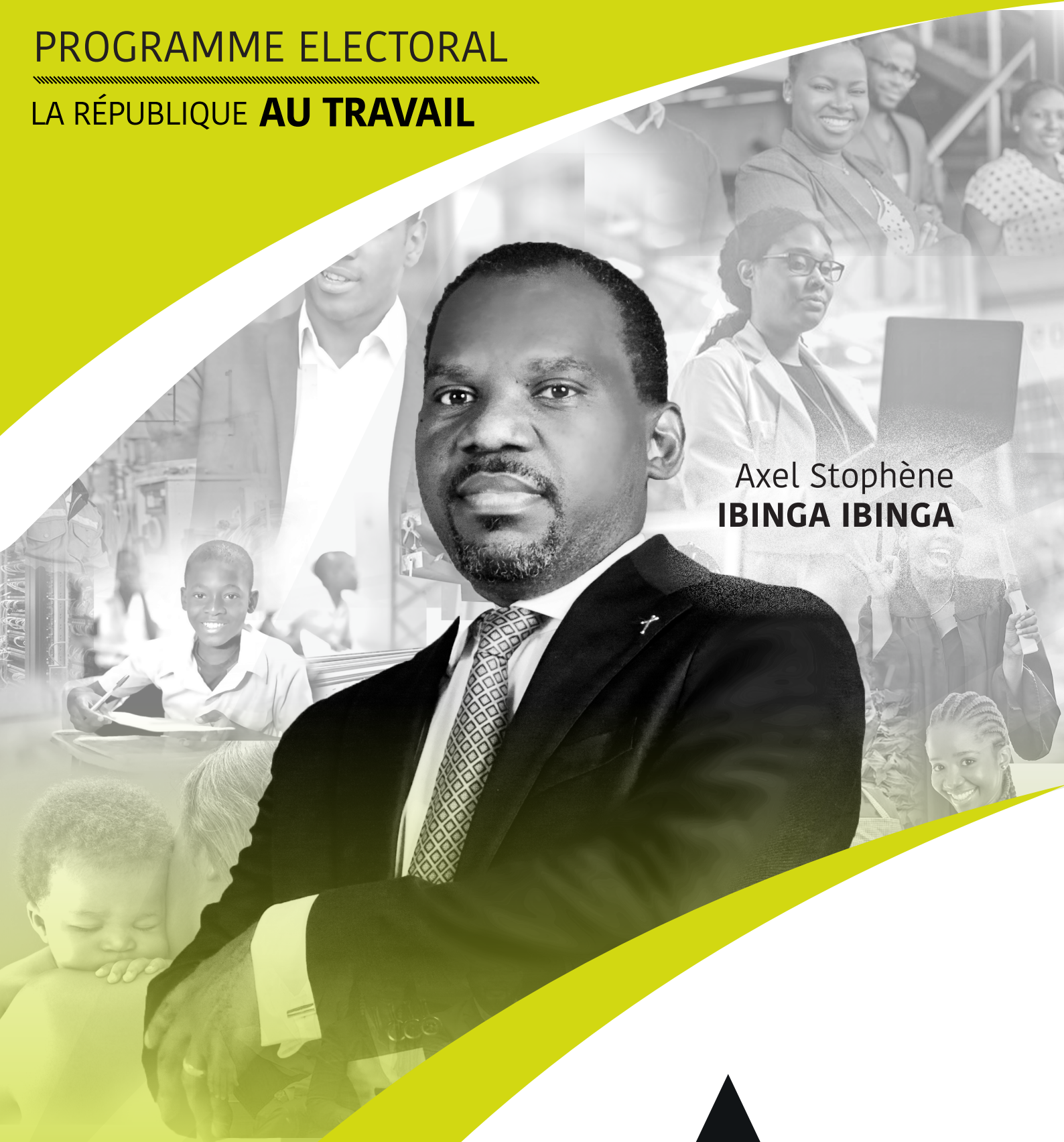
PROGRAMME ELECTORAL

LA RÉPUBLIQUE **AU TRAVAIL**



Axel Stophène
IBINGA IBINGA

Alternative
PRESIDENTIELLE
2025

Sommaire

AVANT-PROPOS 4

EDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE SCIENTIFIQUE, FORMATION PROFESSIONELLE ET EMPLOI 10

SANTE, SOLIDARITE, PROTECTION SOCIALE 11

LOGEMENT, URBANISME, INFRASTRUCTURE, TRANSPORT 12

ECONOMIE, FISCALITE ET PARAFISCALITE, DETTE ET DEPENSE PUBLIQUE 13

FAMILLE, INSTRUCTION MORALE ET CIVIQUE, CITOYENNETE, JEUNESSE 15

JUSTICE, SYSTEME CARCERALE, REINCERSION SOCIALE 17

AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT, PECHE, ELEVAGE, TOURISME 19

CULTURE, SPORT, LOISIRS, ARTISANAT, VIE ASSOCIATIVE 20

DEFENSE, SECURITE, COLLECTIVITE LOCALE, DIPLOMATIE 22

PRINCIPE D'ACTION 24

MOT DE LA FIN 26

Avant-propos

Chers compatriotes,

Ma participation à l'élection présidentielle du 12 avril prochain fait suite à celle du 26 août 2023. La période des élections est un moment opportun pour promouvoir et partager nos convictions sur ce que nous pensons être le meilleur pour le GABON, notre beau pays dans son vivre ensemble. C'est pourquoi, afin d'y parvenir, nous devons nous investir ensemble dans l'intelligence collective et collaborative en faveur d'un meilleur destin pour la Nation. Ma vision date de 2015. Aujourd'hui, je souhaite la partager avec l'ensemble des Gabonaises et des Gabonais dans le cadre d'un programme dénommé la République au travail.

En effet, en dépit de son accès il y a 35 ans au pluralisme démocratique, le Gabon demeure le paradoxe d'un pays riche qui malheureusement entretient la grande majorité de sa population dans la pauvreté, comme en témoigne, entre autre, le rapport du PNUD 2023-2024 qui place notre pays 123 ième sur 193 pays et territoires.

Aussi, au plan endogène, le Gabon de 2025 en termes d'images fortes, témoigne de l'absence des Gabonaises et des Gabonais dans des secteurs d'activités au cœur du développement telle, l'industrie, les services, les métiers agricoles, etc.

PROGRAMME

Notre programme électoral s'articule autour de neuf (9) axes qui reposent sur neuf (9) piliers qui s'inscrivent dans une dynamique Alternative, des principes d'Etat et des enjeux de souveraineté.

La dynamique Alternative

VISION

Elle repose sur un principe dualiste. . Cette dualité se traduit en deux temps.
Premièrement, nous visons l'occupation de l'écosystème politique aux différents paliers de la gouvernance étatique. Pour y parvenir, nous devons, ensemble (Citoyennes et Citoyens), nous investir moyennant une intelligence collective et participative, afin de nous impliquer dans la construction du destin de notre Nation que nous voulons trans-générationnelle et fondée sur la justice, l'équité et le partage.

Deuxièmement, nous soutenons les actions des Gabonaises et des Gabonais pour ce qui est de l'engagement et de l'esprit d'entreprendre. Ainsi chacune et chacun d'entre nous doit pouvoir devenir entrepreneur de sa vie et acteur du développement du pays , pour tirer partie des richesses dont il regorge.

OFFRE POLITIQUE

Notre Offre politique vise principalement quatre objectifs spécifiques majeurs :

- définir des politiques économiques dans les secteurs porteurs, comme, l'agriculture, le commerce, le transport, les infrastructures, la recherche et l'industrie ;
- stimuler la croissance économique par l'augmentation des biens et des services. Ceci en nous appuyant sur l'élargissement de la chaine de valeur de chaque secteur stratégique identifié grâce au progrès technologique et à l'innovation dans les secteurs privé et public ;
- créer la richesse en nous appuyant de façon concrète sur une expertise nationale capable de transformer les ressources naturelles pour la production des biens, leur exploitation et leur transformation sur place ;
- créer l'emploi en intensifiant la croissance de l'économie en promouvant la création et le développement des petites et moyennes industries.

Notre offre politique place le TRAVAIL au centre de l'action du développement, car c'est par le travail que l'Homme s'épanouit non seulement en tant qu'individu mais aussi, en tant que membre d'une communauté.

Par ailleurs, notre offre politique vise également la création des conditions permettant aux actrices et acteurs économiques gabonais de s'organiser en Fédérations d'entreprises d'artisans-ouvriers, d'une part, et de se constituer en Corporations des métiers reconnus par les pairs, afin de garantir une expertise nationale avérée au sein de notre gouvernance politique.

GOUVERNANCE POLITIQUE

Notre modèle de gouvernance s'appuie sur la notion de séparation de pouvoir marquant la rupture avec des conceptions autoritaristes. Elle s'oppose en particulier à l'absolutisme où l'ensemble des pouvoirs sont concentrés entre les mains d'un seul chef. Le Gabon étant doté d'une administration territoriale, il conviendra de repartir le pouvoir de manière harmonieuse entre l'administration centrale et les administrations déconcentrées de base. Plus précisément, les Gouverneurs de province, les préfets et sous-préfets les chefs de cantons et de regroupement des villages, les chefs des villages et de quartiers doivent voir leurs pouvoirs renforcés pour plus d'efficacité dans la prise de décision à la base. Toute la chaîne de commandement doit être pourvue de responsabilité.

De ce fait, nous optons pour la délocalisation du pouvoir dans la prise de décision pour plus d'efficacité et de proximité avec les Gabonaises et les Gabonais. Nous nous engageons à :

- remettre à chaque province des responsabilités directes dans les domaines régaliens, comme la santé et l'éducation ;
- revaloriser l'autorité administrative dans les Départements, Cantons, Villages et Quartiers dans l'ensemble du territoire ;
- donner au secteur privé ou à des acteurs indépendants la possibilité de réaliser certaines missions de service public, chaque fois que cela est nécessaire ;
- veiller à ce que l'élaboration des politiques, la prise de décision, et l'évaluation des

réalisations soient mises en œuvre au niveau le plus proche possible des gabonaises et des gabonais, chaque fois que cela est nécessaire ;
- règlementer davantage le fonctionnement de l'administration territoriale ;
- dépolitiser l'administration.

L'esprit de notre mode de gouvernance est soutenu par :
- le respect des institutions ;
- le respect de la hiérarchie et des normes;
- le respect des textes en vigueur ;
- l'application stricte des textes en vigueur ;
- l'égalité des citoyens devant la loi;
- la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

Aussi, le Gabon étant un pays riche du fait de ses écosystèmes forestier, pétrolier, minier, halieutique, etc., il conviendrait d'établir un équilibre entre gouvernance politique et gouvernance économique pour ne plus tomber dans les dérives d'une gouvernance principalement basée sur la politique.

PRINCIPES D'ETAT

Dans notre dynamique Alternative, l'Etat instrument se sépare en trois composantes

L'Etat régalien

De par son histoire le Gabon est un pays qui est ouvert aux autres peuples du fait de sa faible population et de ses abondantes richesses. Cette situation attire une immigration grandissante. En dépit des règlements régissant l'immigration, les frontières terrestres et maritimes restent poreuses. Dans ce contexte, l'État doit s'assurer de la Défense et de la sécurité de la Nation. Il doit se doter d'un système de justice efficace pour garantir la cohésion entre les peuples vivant dans un même territoire. La diplomatie doit être active et agissante pour attirer les investisseurs et garantir la cohésion entre partenaires politiques et économiques des pays amis. Ce qui implique aussi l'existence d'une armée bien équipée et suffisamment entrainée pour la défense du territoire national.

L'Etat providence

Nos systèmes de santé, de l'éducation et du social pour ne citer que ceux-là sont en proie à d'énormes difficultés qui se traduisent par une insuffisance d'investissements et de financements, une limite marquée des ressources humaines aux plans quantitatif et qualitatif, un usage insuffisant des nouvelles technologies, une dépendance à l'endroit de l'extérieur surtout en matière de santé publique et d'offre de formations supérieures et professionnelles, un désengagement accentué de l'Etat dans les trois domaines, au détriment des populations, etc.

Pour améliorer cette situation, notre vision prône l'intervention de l'Etat dans toute sa rigueur par des normes appropriées et de suivi, des investissements et des financements accrus et contrôlés par :

- La construction des hôpitaux et des dispensaires équipés d'un système de distribution suivi de médicaments à l'endroit des malades ;
- La construction des complexes scolaires publics dans les niveaux pré-primaires et primaires ;
- La construction et la réhabilitation des grandes écoles et la création d'une université des Sciences de l'Education de plus de 10 000 places ;
- La construction des universités publiques d'une capacité d'accueil de plus 40 000 places toutes disciplines confondues ;
- La mise en œuvre d'un minimum d'assurance collective contre les risques de la vie à l'endroit des populations pour soulager la vieillesse, la maladie, le chômage, les catastrophes naturelles, et d'autres accidents spécifiques de vie, etc.

En somme, l'Etat doit organiser un système de solidarité sociale dans ces trois domaines pour aider les citoyennes et les citoyens à s'insérer activement dans la société et dans le marché du travail. De manière générale l'Etat interviendra économiquement et socialement en investissant dans les secteurs de la santé de l'éducation et du social en faveur des populations.

L'Etat stratège

Constat fait, nos secteurs administratif et privé ne travaillent pas toujours de manière patriotique et cohérente au profit de l'intérêt des populations qui sont le socle d'un pays. Notre vision exhorte une grande proximité entre l'administration et le secteur économique. Nous travaillerons vigoureusement pour que la communauté nationale dispose abondamment des infrastructures et des capacités compétitives qui lui permettront de développer le niveau de vie et le bien-être de la population sur le moyen et le long terme. Ce faisant, des politiques d'accompagnement de l'État vont être réalisées de manière prioritaire. Dans ce contexte.
Il s'agira notamment de :

- valoriser la recherche scientifique et le développement ;
- moderniser et digitaliser l'Administration publique ;
- mettre en œuvre progressivement des grandes industries minières, pétrolières et agricoles ;
- accroitre une économie des matières premières ;
- augmenter l'économie numérique ;

Elargir et diversifier l'offre bancaire avec la création des banques d'investissement suivantes :

- **Banque de Développement ;**
- **Banque Agricole ;**
- **Banque de l'Habitat ;**
- **Caisse Epargne Nationale.**

L'Etat stratège s'appuiera sur une administration forte et performante qui consacre un certain nombre de valeurs. Suivant cette vision, Nous devons renforcer l'équité dans la rémunération des agents publics, le Parapublic et le Privé par la révision et l'harmonisation des conventions collectives selon chaque secteur d'activité.), la spécialisation des formations dans les domaines pointus, comme la communication, l'ingénierie agricole, l'ingénierie

hospitalière, l'Economie, les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), etc.). Dans l'administration, Nous exigerons la mobilité des fonctionnaires et la dépolitisation des fonctions administratives. Tout cela cohabitant avec une économie forte, basée sur l'industrialisation multisectorielle et la maîtrise des clauses monétaires internationales. Notre vision prône un Etat stratège à vocation sous régionale qui se projette sur l'avenir. D'où la prise en compte d'un certain nombre d'enjeux et défis.

ENJEUX ET DEFIS DES NOUVELLES SOUVERAINETES DE LA DYNAMIQUE ALTERNATIVE

La notion de souveraineté suscite bien des débats, le souverain veut et ne peut vouloir que l'intérêt général. Selon notre conception, cette souveraineté repose sur trois caractéristiques. Elle est inaliénable, indivisible, infaillibles, car la volonté générale tend toujours à l'utilité publique.

La souveraineté alimentaire

Notre modèle alimentaire souffre de grandes faiblesses, car il dépend de plus en plus des importations en provenance des pays occidentaux, en particulier la France, ainsi que du Maghreb, notamment le blé, le riz, la volaille, la viande et le poisson congelés, les fruits et légumes, voire des pays limitrophes en matière des vivres locaux (manioc, farine de manioc, taro, bananes, ignames, etc.). . C'est donc, près de 96 % des denrées alimentaires importés. Le Gabon ne produit donc que moins de 5% de ses besoins alimentaires. Selon notre vision, il s'agira d'apporter des réponses à la faible production agricole, au déficit des denrées alimentaires locales et de leur transformation. Nous allons aussi nous attaquer, au désenclavement des zones susceptibles de produire les cultures de base comme la banane, le manioc, le taro et même le riz. En l'espèce, il faut élaborer les politiques visant à :

- encourager les métiers de l'agriculture en octroyant des terrains et des financements consistants aux agriculteurs et éleveurs volontaristes ;
- adopter une affectation des régions agricoles dans le territoire national ;
- augmenter notre capacité d'auto-approvisionnement et notre capacité d'exportation ;
- créer des cartes des secteurs de l'agriculture, de l'agro-industrie, de l'élevage et de la pêche sur l'ensemble du territoire ;
- supprimer progressivement les importations des produits congelés au Gabon et à terme les interdire totalement. ;
- diminuer considérablement les importations des denrées alimentaires.

En somme, la souveraineté alimentaire que nous prônons ne vise pas l'autarcie de notre pays, mais une maîtrise suffisante de sa dépendance aux importations alimentaires.

Souveraineté énergétique et des ressources hydrauliques

La souveraineté énergétique du Gabon ainsi que ses ressources hydrauliques sont un enjeu stratégique qui nous concerne tous, car elle touche notre avenir commun et notre économie puisqu'elle est destinée à garantir un approvisionnement sécurisé aux populations, aux entreprises et aux industries.

Par ailleurs, nous observons que notre offre d'énergie et en ressource hydraulique est très faible pour couvrir l'ensemble du territoire national. L'Etat dépend énormément des partenaires étrangers. Ceci du fait que la SEEG peine à satisfaire les besoins en énergie et en eau. Pourtant, avec moins de trois millions d'habitants, le Gabon situé à l'Equateur, sous le soleil levant, regorge aussi de nombreux cours d'eau, ressources nécessaires à la production de l'énergie. A ce titre, notre pays peut produire 100% de son énergie pour sa modeste population.

Souveraineté économique

Notre souveraineté économique découle de l'Etat stratège soit, la capacité du pays à contrôler la production et des besoins essentiels en ne dépendant pas d'un autre Etat ou d'une entreprise. Cela exclus l'autarcie ou le protectionnisme car cela ne concerne qu'un domaine .Elle repose sur la capacité sur la capacité sur la capacité de notre pays à maitriser nos ressources afin des garantir notre indépendance grâce aux influence extérieure. Il s'agira de définir les ressources stratégiques afin de garantir l'accès et le contrôle de ses matières premières. De sorte à développer une industrie locale par la transformation de ressources pour capter plus de valeur ajoutée et de réduire la dépendance aux devises étrangères et aux institutions financières.

Autres défis et enjeux

Le pays étant ouvert à la Mondialisation doit suivre l'évolution et s'adapter aux enjeux de souveraineté planétaire qui sont entre a:

- **la Télécommunication ;**
- **le Numérique ;**
- **le Maritime ;**
- **la Cyber sécurité ;**
- **Cyber défense.**

La République au Travail c'est une manière de voir, se traduisant par le renversement du mode de penser et le renouvellement des pratiques pour refonder, à partir du travail, la Nation Gabonaise.
En somme, c'est un programme que le Mouvement Politique ALTERNATIVE articule en **neuf (9) Axes**.

Education - Enseignement Supérieur - Recherche Scientifique - Formation professionnelle - Emploi

La situation actuelle de notre système éducatif impose des mesures fortes. A la suite de la loi 21/2011 du 14 février 2012 portant Orientation générale de l'Education, de la Formation et de la Recherche, pour cela, il est urgent :

- d'élaborer et voter une loi de programmation pour financer directement l'éducation, la formation et la recherche ;
- de rendre effective l'autonomie des universités et des grandes écoles ;
- de relever les budgets des établissements scolaire et universitaire en fonction de leurs de leurs spécificités et de leurs performances.

Une telle politique se matérialise sur le terrain par des actions d'envergure telles que :

- réaliser un audit des universités publiques et centres de recherche des offres de formation plus adaptées à l'environnement socio-culturel gabonais ;
- mettre en œuvre un plan d'urgence de rénovation et de construction des établissements scolaires sur toute l'étendue du territoire,
- engager un recrutement massif des enseignants, sur une période de deux ans pour réduire les inégalités scolaires et le redoublement ;
- créer une université des sciences de l'éducation (USE) débouchant sur les métiers de l'éducation et de la formation ;
- augmenter considérablement des budgets de la recherche à la hauteur des attentes du développement du Gabon ;
- relever la bourse des étudiants du premier et deuxième cycle universitaires ;
- mettre en place une Commission Nationale de la Carte scolaire et Universitaire.

Formation professionnelle et emplois

- mettre en place un secteur de l'éducation et de la formation performant, compétitif et innovant fondé sur le principe de répondre aux besoins de la société gabonaise, pour ce faire, les actions suivantes sont à mener :
- identifier et créer secteur par secteur les pôles de compétences et de corporations des métiers ;
- restaurer et réorienter les missions des Centres de Formation Professionnelle et de Perfectionnement (CFPP) de Mouila, Oyem, Libreville et Franceville ;
- construire des établissements de formation technique et professionnels dans toutes les provinces en fonction des avantages comparatifs de ces dernières.

Santé – Solidarité - Protection Sociale



Les services des hôpitaux publics et privés sont encore récriminés par les populations.

Santé

- former massivement les personnels médicaux toutes spécialités confondues (médecins, techniciens de santé, ingénierie médicale, etc.) ;
- construire et renforcer les structures hospitalières ;
- éditer le service de cancérologie du CHU d'Akanda ;
- former des personnels pour soutenir le service de cancérologie.

Solidarité

- créer un revenu minimum garanti pour personnes à grande précarité (vieillards, personnels sans pension retraite) ;
- renforcer les dispositifs d'insertion socioprofessionnelle, notamment pour jeunes et personnes en situation d'handicap ;
- soutenir les associations et les initiatives citoyennes.

Protection Sociale

Les services de la CNAMGS et ceux des CNSS ne répondent pas encore de manière optimale aux attentes des populations. Cela semble créer des injustices entre citoyen. A ce titre, il est indispensable de :

- auditer les institutions CNAMGS et CNSS ;
- améliorer l'accès aux soins médicaux dans les hôpitaux publics et privés ;
- simplifier les procedures de prise en charge et d'admission ;
- élargir l'assiette de prise en charge médicamenteuse ;
- réduire les délais d'attente dans les hôpitaux publics et privés ;
- réformer les retraites pour garantir leur pérennité et pour protéger les travailleurs hachés ou travailleurs à durée déterminée ;

Logement - Urbanisme - Infrastructure - Transport

Nos villes insalubres, désormais mal tracées et ne répondant pas aux normes universelles d'habitations et de logements, commandent une participation oppérationelle. Pour ce faire, la République au Travail s'engage à :

- mettre à la disposition des populations des terrains légaux avec titre fonciers à des prix raisonnables selon le coût de la vie ;
- restaurer les outils d'aménagement et d'urbanisme qui permettent une meilleure planification urbaine notamment, un Schéma Directeur d'aménagement et d'urbanisme (le SDAU) et des outils plus légers et faciles à mettre en œuvre qui intègrent également la régularisation et la restructuration des quartiers sous-intégrés pour éradiquer l'habitat spontané ;
- mettre en place un programme de remise à niveau et de construction des infrastructures urbaines de transport et de drainage. ;
- renforcer les finances des administrations décentralisées pour les rendre plus autonomes et mieux à même de répondre aux besoins des populations locales.
- réviser la politique d'obtention des titres fonciers.

Infrastructure et production d'énergie

Avec un potentiel existant de 76000 KWh d'énergie hydraulique, il est possible de réaliser un mélange énergétique de 80% d'hydroélectricité, 10% de thermique et 10% d'énergie solaire photovoltaïque à l'horizon 2028.

Dans ce contexte, il est possible de :

- renforcer l'électrification des capitales provinciales;
- construire un barrage hydroélectrique sur les chutes de l'Impératrice dans la province de la Ngounié,
- réaliser une interconnexion des provinces par construction des barrages hydroélectriques ;
- faire parvenir l'énergie solaire partout dans le pays en vue de désenclaver les populations les plus vulnérables ;
- valoriser les parcs nationaux et offrir par conséquent une opportunité de développer un tourisme durable permettant de générer des emplois et des revenus verts (création des circuits touristiques, construction des infrastructures hôtelières, acquisition de la logistique et des compétences dans le domaine).

En matière de transport, il conviendrait de :

- établir une politique de transport nationalisée ;
- identifier les pôles d'emplois dans le transport ;
- former dans les domaines techniques et de compétences de transport ;
- identifier des partenaires fiables pour accompagner les politiques de transport ;
- instaurer une carte de transport pour élèves dans toutes les provinces.

Economie - Fiscalité - Parafiscalité - Dette - Dépense Publique

Relance de la croissance

Les données macroéconomiques sur la situation du Gabon présentent : une crise de croissance, une porosité des investissements, une nuisance de la parafiscalité, etc.
Pour y remédier, il conviendrait de :

- lancer un programme d'investissements avec les grands travaux (poursuite des travaux routiers, construction des écoles et hôpitaux, etc.) ;
- programmer un inventaire des piliers de la parafiscalité.
- promouvoir une économie numérique porteuse d'employabilité ;

Dette

La dette est un élément nuisible à la croissance.
Il est donc nécessaire de l'évaluer constamment. Dans ce sens il faudrait réévaluer le coût réel de la dette pour ajuster la politique d'investissement. Ce faisant, il s'agira de :

- programmer l'évaluation de la dette extérieure ;
- programmer l'évaluation de la dette intérieure ;
- programmer l'investissement des infrastructures.

Mise à niveau de l'administration fiscale

Pour une meilleure optimisation du fonctionnement de cette administration, les mesures suivantes seront engagées :

- renforcer les capacités humaines et infrastructurelles, et dématérialisation des procédures ;
- améliorer et optimiser la gouvernance fiscale ;
- auditer toutes les conventions d'exonération en cours et des régimes dérogatoires ;
- auditer tous les contrats fiscaux sur les ressources naturelles ;
- identifier des actions ciblées de lutte contre la fraude, l'évasion fiscale, et promotion du civisme fiscal ;
- doter d'outils et moyens techniques innovants pour assurer un contrôle plus efficient dans les secteurs stratégiques (pétrole, hydrocarbures, télécoms, mines, etc.) ;
- mettre en œuvre une politique collectes des données financières (Plateforme digitale commune Douane-Impôts-Trésor).

Réforme fiscalité et parafiscalité

Il est aujourd'hui nécessaire de passer d'une fiscalité de rente à une fiscalité incitative pour l'investissement. Une fiscalité innovante telle qu'envisagée, est au cœur de notre programme. Pour cela, il est plus que vital de :

- réduire progressivement le taux d'imposition des sociétés de 35% à 30% sur 5 ans ;
- créer une patente synthétique forfaitaire adaptée au secteur informel ;
- soutenir la formalisation des opérateurs informels dans les circuits de création de richesses ;
- diminuer les taux d'impositions sur les revenus des économiquement faibles et des PME nationales ;
- réaliser un abattement fiscal pour les opérations de transmission du patrimoine entre personnes physiques au sein du même groupe familial (réduction de la charge fiscale en fin de vie professionnelle et incitation à la création ou à la reprise d'entreprise) ;
- adopter une exonération fiscale sur mesure pour tout investisseur international selon des conditions spécifiques (pourcentage de gabonais dans la direction exécutive et fonctions supports...) ;
- adopter une facilité fiscale pour les résidents gabonais qui rapatrient des dividendes, intérêts et autres redevances de sources étrangères sur le territoire national.

Fiscalité qui protège et encadre

- exonérer l'impôt sur le revenu pour les résidents fiscaux qui perçoivent un salaire inférieur ou équivalent au SMIG soit 150 000 Francs CFA ;
- individualiser l'IRPP (Impôt du Revenu sur les Personnes Physiques) ;
- baisser la facture énergétique : abaissement de la TVA sur le gaz, l'électricité, le pétrole lampant et système flottant pour le carburant ;
- défiscaliser des heures supplémentaires, avec l'objectif de gagner plus en travaillant plus.

Nouvelles mesures fiscales

Dans le cadre de la révision de la loi de la décentralisation, il est essentiel de créer un code général des collectivités locales.



AXE

Famille - Instruction morale et civique - Citoyenneté - Jeunesse



ÉDUCATION DES ENFANTS

Le travail effectué en famille impacte directement sur l'éducation et la formation des enfants. Leur avenir en dépend. Pour ce faire, ce programme électoral vise à :

- présenter les enjeux liés à l'éducation des enfants au Gabon (accès à l'éducation, éducation de qualité, égalité des chances, etc.) ;
- à promouvoir le rôle de la famille dans l'éducation et le développement des enfants (transmission des valeurs, soutien émotionnel, etc.) ;
- à définir et élaborer des politiques et des programmes visant à soutenir les familles dans leur rôle éducatif.

Bien-être de la famille

Il n'y a pas de développement véritable dans un pays sans le bien-être. C'est pourquoi, ce programme électoral, LA RÉPUBLIQUE **AU TRAVAIL** s'engage à :

- analyser des défis liés au bien-être des membres de la famille au Gabon (maladies, accès limité aux soins de santé, conditions de vie précaires, etc.) ;
- prendre en compte, l'importance de promouvoir des politiques de santé familiale centrées sur la prévention, la sensibilisation et l'accès équitable aux soins de santé.

Rôle des femmes dans la famille

La femme dans nos sociétés africaines et gabonaises reste le pilier de la famille. Pour ce faire, le programme électoral, La République au Travail va :

- explorer le rôle central des femmes dans la famille gabonaise (soins aux enfants, gestion

des ressources, etc.) ;
- identifier les défis auxquels les femmes gabonaises sont confrontées (inégalités de genre, violences domestiques, accès limité aux ressources économiques, etc.)
- promouvoir l'importance de l'autonomisation et le renforcement du rôle actif des femmes dans la famille et dans la société, notamment avec les activités génératrices de revenus (AGR).

Instruction civique et morale

De nos jours, face à la démultiplication des comportements marginaux chez les jeunes, l'instruction civique est à replacer au centre de l'éducation citoyenne particulièrement chez les jeunes, d'où promouvoir des politiques en vue de :

- renforcer l'éducation citoyenne des jeunes gabonaises et des jeunes gabonais ;
- former des citoyennes et citoyens conscients de leurs droits et devoirs ;
- sensibiliser des élèves à l'exercice de la citoyenneté, à la démocratie et à la participation citoyenne ;
- valoriser l'intégrité, l'honnêteté et la responsabilité ;
- éduquer aux conséquences de la corruption, de l'injustice sociale et de la violence;
- contribuer au renforcement du tissu social et de la cohésion nationale;
- favoriser le respect de la diversité culturelle et des différences ;
- encourager le vivre-ensemble, la tolérance et l'égalité entre les genres.

Justice-Equité-Partage

Dans les milieux fréquentés par les jeunes, rare est de retrouver des actions pérennes d'insertion des adolescents dans notre société (aires de jeux, mouvement de jeunesse, cases d'écoute, etc.). Le programme, LA RÉPUBLIQUE **AU TRAVAIL** s'engage à :

- sensibiliser aux enjeux de la santé, de l'environnement et du développement durable ;
- lutter contre les discriminations, les violences et le harcèlement ;
- appeler à l'engagement des acteurs de l'éducation et de la société pour renforcer ces enseignements ;
- former des citoyennes et citoyens des éclairés et responsables en vue d'un développement harmonieux du pays.

Participation démocratique des populations gabonaises

- La démocratie est un domaine d'apprentissage. C'est pourquoi, les leaders politiques doivent mettre en place les mécanismes qui favorisent la formation aux enjeux de celle-ci. Ici, La République au Travail prévoit de :
- sensibiliser les populations à l'importance de leur voix et de leur vote ;
- encourager la participation active dans les processus électoraux et politiques ;
- promouvoir l'égalité des droits et des opportunités pour toutes et tous ;
- lutter contre les discriminations basées sur le genre, l'ethnie, la religion ou la classe sociale ;
- garantir l'accès aux services essentiels (éducation, santé, logement, etc.) pour tous les citoyens gabonais ;
- sensibiliser à la justice et à l'équité dans la redistribution des richesses ;
- promouvoir une société inclusive où chaque citoyen gabonais est valorisé et respecté.

Justice - Système carcéral - Réinsertion sociale

JUSTICE

Depuis l'accession du Gabon à l'indépendance à nos jours le fonctionnement de l'appareil judiciaire et du système carcéral reste un grand chantier, tant les attentes des populations, des justiciables restent peu ou pas satisfaites d'où la nécessité d'opérer certaines réformes normatives (textes législatifs et règlementaires) et structurelles à des fins amélioratives.

Appareil judiciaire

Depuis 1990, notre pays compte une (1) cour de cassation, quatre (4) cours d'appel judiciaire, neuf (9) tribunaux de première instance, un (1) tribunal commercial et un (1) tribunal du travail pour ce qui concerne l'ordre judiciaire ; un (1) conseil d'état, une (1) cour d'appel administrative, neufs (9) tribunaux administratifs dans l'ordre administratif, une (1) cour des comptes et sept (7) chambres provinciales de comptes.

Présentée comme telle, cette organisation judiciaire, est certainement séduisante mais en pratique, elle peine à répondre aux attentes des usagers du service public de la justice, ce qui appelle les actions suivantes :

- La transformation des Tribunaux de première instance de Libreville et Port-Gentil en Tribunaux de Grande instance ;
- La création des tribunaux de première instance d'Owendo, d'Akanda et de Ntoum,
- pour rapprocher la justice des populations ;
- L'instauration d'un Conseil Supérieur de la Magistrature dans chaque ordre de juridiction pour une meilleure prise en compte des préoccupations des Magistrat dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, le format actuel ne le permettant pas effectivement ;
- La revalorisation des statuts particuliers des Magistrats et des greffiers (amélioration
- des conditions de vie et de travail) ;
- La révision du code de procédure pénale pour réduire le temps d'attente des jugements des personnes placées sous le régime de la détention préventive (qui tend à être assimilé à une condamnation, au mépris du principe de la présomption d'innocence) ;

Sur un plan structurel, les réformes doivent conduire à la construction progressive des équipements et des locaux abritant les différentes juridictions pour redonner son prestige à la justice gabonaise qui a le statut de locataire, notamment certaines juridictions des ordres administratif (Tribunal administratif, cour d'appel administrative et Conseil d'Etat) et judiciaires (Tribunaux de commerce et du travail de Libreville).

Système carcéral et surpopulation

En matière carcérale, il faut exprimer la volonté de construire des prisons modernes :

- Prison pour femmes ;
- Maison de redressement pour mineurs dans l'ensemble du territoire ;
- Former tout le personnel pour répondre aux défis de l'instant présent ;
- Mettre l'accent sur la réinsertion des détenus et non d'en faire des épaves, des sous hommes ;



Agriculture- Environnement- Pêche – Elevage- Tourisme

Le pays est détenteur d'un potentiel de :

- 23,6 millions d'hectares de couverture forestière dont plus de 12,5 millions de terres arables ;
- 850 km de côte ; de 1 million d'hectares d'eaux continentales ;
- 23,5 millions d'hectares de façade maritime.

Ces écosystèmes abritent une biodiversité riche et abondante, donc une opportunité pour mettre en œuvre une économie verte inclusive. Pour y parvenir, nous devons :

- faire un inventaire des ressources forestières, en impliquant les communautés locales ;
- optimiser les plans d'aménagement durable à l'ensemble du domaine de production forestière ;
- développer une activité lucrative grandeur nature de production d'une bioénergie, le charbon biologique obtenu avec les déchets forestiers et les déchets ménagers ;
- renforcer le niveau de production de la filière forêt-bois jusqu'à la 3ème et 4ème transformation.

Une agriculture écologique et durable

Actuellement le secteur agricole emploie environ 15% de la population active, bien qu'il ne contribue qu'à hauteur de 4% au PIB. Nous savons que la terre gabonaise est très fertile avec un climat équatorial à la fois chaud et humide, et des conditions pédoclimatiques favorables au développement de l'agriculture. Les actions à promouvoir sont :

Créer cinq (5) grandes zones agricoles sur l'ensemble du territoire national, notamment :

- **la zone Centre et Littoral (Moyen-Ogooué et Ogooué-Maritime) ;**
- **la zone Nord (Woleu-Ntem et Ogooué-Ivindo) ;**
- **la zone Est (Ogooué-Lolo et Haut Ogooué) ;**
- **la zone Sud (Ngounié et Nyanga) ;**
- **la zone Ouest (Estuaire).**

Ces zones agricoles seront destinées à assurer l'autosuffisance alimentaire.

Culture - Sport - Loisir -Artisanat-Vie associative

Culture

L'art et la culture sont le socle de notre identité et de nos valeurs ancestrales, témoins vivaces de traditions séculaires.

L'ambition du programme électoral est de créer des structures valorisant cet axe pour une mise en place et une réhabilitation d'infrastructures d'encadrement. Ainsi,

- déployer de l'Ecole Nationale d'Art et de Manufacture (ENAM) sur le territoire national ;
- construire des maisons de culture et de jeunesse dans les neuf (9) provinces du Gabon ;
- construction d'un Palais des Expositions et de spectacles dans chaque chef-lieu de province ;
- construction des Villages artistiques dans les capitales provinciales ;
- construction des complexes cinématographiques dans chaque province.

Sport

Notre ambition est d'élaborer des stratégies et des politiques publiques utiles afin de mettre en valeur la vie des Gabonaises et des Gabonais par l'accès de Toutes et de Tous au TRAVAIL. Il s'agira de :

- renforcer, le goût de l'effort pour combattre la pauvreté, le chômage ;
- l'oisiveté et la dépendance à travers l'activité sportive ;
- promouvoir des politiques sportives pouvant garantir l'employabilité des professionnels du sport ;
- développer la formation à travers la création et l'entretien continue des infrastructures sportives.

Artisanat-entrepreneuriat

Le Gabon connaît un environnement économique marqué par la persistance et l'intensification de nombreuses difficultés, notamment la hausse du chômage, la faible diversification de l'économie, l'absence d'une classe économique gabonaise, la faible participation des PME dans la croissance économique du pays. Ce faisant, l'artisanat peut impulser la création de nombreuses catégories des TPE, PME-PMI.

Stratégie d'entrepreneuriat et d'intégration des jeunes

La République au Travail a pour ambition de :

- mettre en œuvre un cadre juridique adapté à l'entrepreneuriat ;
- élaborer de nouveaux statuts juridiques relatifs aux auto-entrepreneurs et aux étudiants entrepreneurs.
- Création d'un environnement favorable à l'entrepreneuriat
- réformer la fiscalité pour encourager l'investissement dans les entreprises artisanales et associatives ;
- simplifier les réglementations et réduction des charges administratives.

Création d'un environnement favorable à l'entrepreneuriat

- réformer la fiscalité pour encourager l'investissement dans les entreprises artisanales et associatives ;
- simplifier les réglementations et réduction des charges administratives.



Défense - Sécurité - Collectivité locale - Diplomatie

Politique de défense et de sécurité

La crise du côté de Minkébé, les attaques répétées des pirates au large de Libreville avec mort de Gabonaises et Gabonais, l'Affaire ''Esther Miracle'', la pression continue de l'immigration sans capacité de réaction notable, suffisent pour justifier les fondements des nouvelles politiques de défense et de sécurité, comme :

- réaliser un audit de la stratégie de défense nationale ;
- réaliser un audit de la stratégie de sécurité intérieure ;
- évaluer la Stratégie Maritime Intégrée du Gabon (SMIG).

Capacités opérationnelles des forces de défense et de Sécurité

Il existe un déséquilibre des capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité à l'intérieur du pays. Pour cela, il est nécessaire de :

- rééquilibrer les capacités opérationnelles des forces de défense selon les menaces identifiées ;
- revaloriser le statut des forces de défense et de sécurité ;
- évaluer la Stratégie Maritime Intégrée du Gabon (SMIG).
- A côté de ces principes régaliens ou souverains, l'Etat doit soutenir économiquement et socialement son peuple d'où le recours aux principes de l'Etat providence.

Diplomatie

Diplomatie La République au Travail

Remettre la Diplomatie au travail C'est convenir qu'elle est un métier avec ses spécificités et ses contraintes. C'est aussi faire le constat, que depuis une vingtaine d'années, ce métier d'engagement avec ses servitudes et ses obligations constantes de mobilité parfois intercontinentale, subit une profonde altération de ses moyens humains, matériels, et financiers. Ce délitement progressif, est parfois corrélé avec la quasi disparition des fonctions usuelles dans certaines emprises diplomatiques, à savoir : représentation, négociation, information, protection de la diaspora et des intérêts gabonais, et d'une désacralisation du statut des diplomates gabonais.

On peut donc affirmer sans hésitation aucune, que la Diplomatie n'occupe plus actuellement toute sa place de ministère de souveraineté que ce soit dans l'État, et sur la scène extérieure. En effet, ce département ministériel ne représente en 2023 que 1,12 % du budget national (24 milliards de Francs CFA) dont à peine 5,21 % sont consacrés à l'investissement.

AMBITION

Je souhaite donc entreprendre une profonde réforme de notre politique extérieure, pour mettre fin à ce cycle continuel de désagrégation de notre impact à l'international, en y réengageant des moyens ainsi qu'en renforçant son administration par de nouvelles compétences, à une période au cours de laquelle l'ordre international mute profondément, où les foyers d'instabilité se multiplient non loin de nous au Sahel, et nos prises de position pas toujours assumées.

Nous devons (re)conquérir notre capacité d'influence, servir au mieux nos capacités, affirmer nos priorités et donner à notre pays, les capacités de son rayonnement.



Principes D'action



LA RÉPUBLIQUE **AU TRAVAIL** procède d'une vision politique qui place la Gabonaise et le Gabonais au centre de l'action du développement. Celle-ci se déploie en termes d'Objectifs d'engagement, de responsabilité individuelle et collective puis de principe d'action déclinée ci-après.

C'est par le travail que la gabonaise et le gabonais s'épanouissent non seulement en tant qu'individu mais aussi en tant que membre d'une communauté cohérente.

La République au Travail est un programme électoral qui s'articule autour de neuf (9) grands axes (allusion aux 9 provinces de notre pays) ces neuf grands axes regroupent tous les secteurs de la vie publique.

La réalisation de ces neuf grands axes va se faire dans un cadre général bien précis et avec une méthode bien précise à savoir.

S'agissant du cadre général

Nous avons d'un côté l'Etat et de l'autre côté le secteur privé.
L'Etat ici est essentiellement un Etat régulateur qui se limite à ses fonctions régaliennes qui sont entre autres : la Justice, la Sécurité, la Santé, l'Education, la Défense, la Diplomatie.
L'Etat n'a pas toujours vocation à investir, l'investissement sera majoritairement réservé au secteur privé.

Pour ce qui concerne la méthode :

Il s'agit dans un premier temps d'identifier, secteur par secteur, tous les pôles de compétences et ensuite les organiser d'une part en corporations des métiers et d'autre part en fédérations d'entreprises. Un statut légal sera conféré à ces corporations et à ces fédérations.
Dans les corporations on retrouvera les experts des différents corps de métiers (à compétences avérées et reconnues par ses paires). Ce sont eux qui seront chargés de :

- Fixer les normes ;
- Veiller au respect de celles-ci ;
- Développer l'expertise et la transmettre à travers la formation continue au sein des fédérations de sociétés.

Et dans les fédérations on retrouvera les sociétés chargées d'exécuter les travaux de la branche métier.
Cette démarche repose sur les principes d'actions qui constituent l'âme de mon programme électoral :

- L'Objectif
- L'Engagement
- La Responsabilité individuelle et collective
- Le Principe d'action

C'est cette démarche-là qui va être suivie pour toutes les commandes publiques et privées pour garantir d'une part, l'expertise et l'exécution des travaux ; et d'autre part, la qualité des travaux livrés et l'efficacité de la dépense publique.



Mot de la Fin

Mes chers compatriotes,

Dieu nous a donné un très beau pays ; certainement l'un des plus beaux pays du Monde. Le Gabon est notre pays à tous ; nous n'avons pas le droit de le laisser se détériorer chaque jour un peu plus à cause des mauvais choix de gouvernance.

C'est pourquoi, l'opportunité de vous présenter un programme politique est de mise. Pour ce faire, je propose dans mon programme neuf (9) grands axes pour remettre la République au Travail dont certains pans me semblent prioritaires.

Au vu de ce qui précède, ce n'est pas du tout normal pour un pays qui a autant de potentialités de laisser pour compte ses populations. Nous devons absolument réagir et c'est maintenant. Dans quelques jours, nous avons l'occasion historique de choisir un nouveau Président de la République, c'est-à-dire la Femme ou l'Homme qui aura la lourde charge de diriger notre pays, le Gabon pendant les cinq (5) prochaines années.

Saisissons cette occasion pour mettre à la tête de notre Etat :

- Quelqu'un qui craint Dieu pour développer notre pays dans la justice et l'équité ;
- Quelqu'un de neuf sans taches ni rides, mettre la République au Travail ;
- Quelqu'un de libre pour associer toutes les compétences volontaires du pays à la prise de décisions collectives ;
- Quelqu'un de dynamique et pragmatique pour mieux gouverner ;
- Quelqu'un qui a véritablement la détermination de mettre les gabonais et les gabonaises au Travail pour améliorer leurs conditions de vie et d'existence dans un pays où le bon vivre ensemble est agréable.

Je vous invite donc à voter le porteur du programme de LA RÉPUBLIQUE **AU TRAVAIL.**

Axel Stophène **IBINGA IBINGA**



C'est possible

Alternative

PRESIDENTIELLE

2025